

Pays basque : liberté pour Josu Esparza !

vendredi 16 décembre 2011, par [LARRIEU Claude](#), [NAPM](#), [POUTOU Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 15 décembre 2011).

L'État français a osé ! La manifestation de Bayonne, samedi 10 décembre, à l'appel d'un collectif de quatorze organisations [1] a réuni 4 000 personnes en faveur d'une résolution démocratique du conflit au Pays basque. Des éluEs de tous bords (des partis abertzale mais aussi des Verts, du PS, du Modem) et de nombreux syndicalistes (de la CGT, de la CFDT, de Solidaires...) étaient présents. Aurore Martin (militante de Batasuna de nationalité française) et Josu Esparza (militant d'Askatasuna de nationalité espagnole réfugié en France), tous deux sous le coup de MAE (mandat d'arrêt européen) étaient aux premiers rangs de la manifestation.

Les manifestantEs ont exigé l'arrêt immédiat de toutes les formes de répression dont les MAE, le rapprochement des prisonniers au Pays basque, la libération des prisonniers malades et conditionnables, la légalisation des organisations interdites, ont appelé à la réconciliation et la reconnaissance de toutes les victimes. Ce sont là les points nécessaires pour avancer vers une résolution démocratique et politique du conflit. La réponse de l'État français a été rapide et brutale. Le 12 décembre, il a envoyé sa police interpellé Josu Esparza et l'a transféré à Madrid.

Josu est sous le coup de deux MAE. Le premier repose sur son appartenance présumée à Ekin (organisation politique proche de l'ETA), autodissoute le 20 octobre dernier !

Le deuxième a été délivré pour « activité terroriste » : Josu est accusé d'avoir participé à la Korrika (course à pied en faveur de la langue basque) en Navarre en arborant la photo d'un prisonnier basque (photos interdites en Pays basque Sud) ! Pour cela, la police française l'a arrêté et livré aux autorités espagnoles. Pour cela, Josu Esparza risque quatorze ans de prison dans les geôles espagnoles.

Le collectif a appelé à un rassemblement mardi 13 décembre devant la sous-préfecture de Bayonne.

Pour la libération de Josu ! Pour l'arrêt des poursuites envers Josu, Aurore et touTEs les autres ! La mobilisation va s'intensifier et le NPA y prend toute sa place. « Pays basque : une solution démocratique maintenant » !

Claude Larrieu

** Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 128 (15/12/11).*

COMMUNIQUÉ DU NPA. LIBERTÉ POUR JOSU ESPARZA !

La manifestation de Bayonne, samedi dernier, à l'appel d'un collectif de quatorze organisations (LDH, Etxerat, Cimade, CDDHPB, Askatasuna, Anai Artea, Herriarekin, LAB, SOLidaires, CFDT santé-sociaux PB, Segi, Batasuna, NPA, Abertzaleen Batasuna) a réuni 4000 personnes en faveur d'une résolution démocratique du conflit au Pays Basque.

Des éluEs de tous bords (des partis abertzale mais aussi des Verts, du PS, du Modem) et de nombreux syndicalistes (de la CGT, de la CFDT, de Solidaires...) étaient présents. Aurore Martin (militante de Batasuna de nationalité française) et Josu Esparza (militant d'Askatasuna de nationalité espagnole), tous deux sous le coup d'un MAE (mandat d'arrêt européen) étaient là.

Les manifestantEs ont exigé l'arrêt immédiat de toutes les formes de répression dont les mandats d'arrêt européens, le rapprochement des prisonniers au Pays Basque, la libération des prisonniers malades et conditionnables, la légalisation des organisations interdites, ont appelé à la réconciliation et la reconnaissance de toutes les victimes. Ce sont là les points nécessaires pour avancer vers une résolution démocratique et politique du conflit.

La réponse de l'état français a été rapide et brutale. Dans l'après midi du 12 décembre, il a envoyé sa police interpellé Josu Esparza. Son transfert à Madrid est imminent, sans doute déjà en cours.

Josu est sous le coup de deux mandats d'arrêt européens.

Répression, encore et toujours la répression : telle est la première réponse des états français à la nouvelle donne au Pays Basque, à la volonté de dialogue et de processus démocratique qui s'exprime aujourd'hui de plus en plus massivement. Mais ce mouvement est profond, ne cèdera pas devant la provocation des Etats.

Mardi 13 décembre à 18h30, un rassemblement a eu lieu devant la sous-préfecture de Bayonne. Pour la libération de Josu ! Pour l'arrêt des poursuites envers Josu, Aurore et tous-tes les autres ! La mobilisation va s'intensifier et le NPA y prend toute sa place. « Pays basque : une solution démocratique maintenant » !

Le 14 décembre 2011.

DÉCLARATION DE PHILIPPE POUTOU. SUCCÈS DE LA MANIFESTATION POUR UNE SOLUTION AU PROBLÈME BASQUE.

Avec plus de 4000 personnes, la manifestation, à Bayonne, de ce jour est un véritable succès .

C'est une étape importante dans la résolution démocratique du conflit. Il faudra amplifier la mobilisation.

Alors que l'ETA a annoncé le 20 octobre l'arrêt définitif de l'activité armée, la balle est maintenant dans le camp des Etats espagnol et français.

Dans l'immédiat, il est temps de regrouper les prisonniers politique basques en Pays basque et de libérer les prisonniers malades ou conditionnables.

Au lieu de ça, la répression continue. Ainsi Aurore Martin (militante de Batasuna de nationalité française) et Josu Esparza (militant d'Askatasuna de nationalité espagnole, réfugié en France) sont toujours sous le coup de mandats d'arrêts européens (MAE). Les deux ont participé à la manifestation du 10 décembre. Un ordre d'arrestation pèse sur eux, et donc l'extradition vers Madrid et les prisons espagnoles.

Nous demandons l'arrêt immédiat du mandat d'arrêt européen et exigeons qu'Aurore et Josu

puissent vivre librement. Nous refusons leur arrestation. Nous ne laisserons pas faire !

La lutte armée a cessé, mais les raisons politiques du conflit demeurent. La question politique de fond est en effet le droit à l'autodétermination pour le peuple basque, c'est-à-dire le droit de choisir son destin, d'être consulté sur son devenir.

Il faudra des mobilisations de plus en plus fortes pour les gagner. Le NPA prendra toute sa place dans ce combat.

Philippe Poutou

Le 10 décembre 2011

Notes

[1] LDH, Etxerat, Cimade, CDDHPB, Askatasuna, Anai Artea, Herriarekin, LAB, Solidaires, CFDT santé-sociaux PB, Segi, Batasuna, NPA, Abertzaleen Batasuna.